



**HAL**  
open science

## **Le Kurdistan syrien ou Rojava : un territoire et un projet politique contestés.**

Edouard Jourdain

► **To cite this version:**

Edouard Jourdain. Le Kurdistan syrien ou Rojava : un territoire et un projet politique contestés.. *Questions internationales*, 2018, 94, pp.106-112. <hal-04565488>

**HAL Id: hal-04565488**

**<https://hal.science/hal-04565488v1>**

Submitted on 3 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Le Kurdistan syrien ou Rojava : un territoire et un projet politique contestés

Édouard Jourdain \*

**\* Édouard Jourdain**

est docteur en science politique et en philosophie. Il enseigne la théorie politique à l'École nationale des ponts et chaussées et à l'Institut catholique de Paris. Il a récemment publié *Proudhon contemporain* (éditions du CNRS).

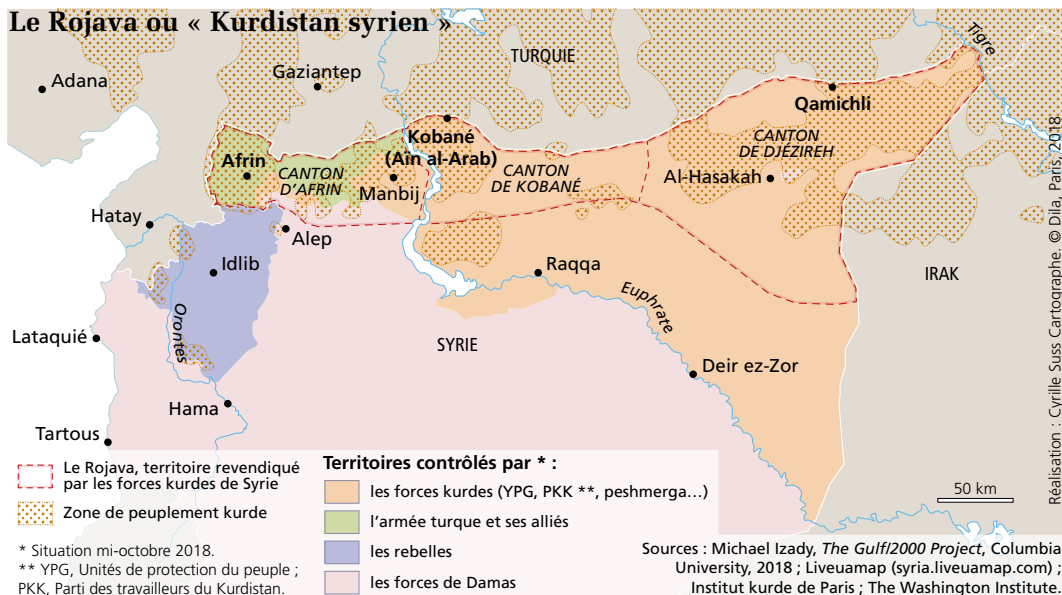
*Le territoire auto-administré du Rojava – appelé aussi Kurdistan occidental ou Kurdistan syrien – constitue un enjeu central dans la guerre qui a actuellement lieu en Syrie. Les Kurdes qui vivent sur ce territoire ont joué un rôle important dans la lutte contre l'organisation État islamique (Daech), nouant au fil des années des alliances fragiles avec les puissances parties prenantes au conflit. Si ces alliances de circonstance demeurent toujours d'actualité, se pose désormais la question de la pérennité du nouveau cadre politique que les Kurdes tentent de mettre en place au Rojava : le « confédéralisme démocratique ».*

En 2011, la guerre civile éclate en Syrie. Très vite, les Kurdes syriens prennent les armes pour instituer une administration autonome. En juillet 2012, ils contrôlent le Kurdistan syrien, appelé Rojava (qui signifie « Ouest » en kurde), constitué de trois cantons autonomes : Afrin, Kobané et Djézireh. Ce territoire de 18 300 kilomètres carrés est occupé par une partie du peuple kurde qui compte plus de 35 millions de personnes réparties sur quatre États – la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie.

Toutefois, cette administration autonome transcende les clivages religieux et ethniques, puisqu'on y retrouve aussi des Arméniens, des Turkmènes, des Arabes sunnites, des Tchétchènes, des yézidis, etc. En 2016, la population présente

au Rojava était estimée à environ 2 millions d'habitants dont près de 60 % de Kurdes.

Les forces de défense du Rojava se composent de trois unités combattantes : les YPG (*Yekîneyên Parastina Gel*, Unités de protection du peuple), les YPJ (*Yekîneyên Parastina Jinê*, Unités féminines de protection du peuple) et l'Asayesh (organe de sécurité, regroupant les services de renseignement et la police). Alors que l'armée irakienne, bien qu'entraînée par les États-Unis, n'a pas résisté bien longtemps face aux forces de Daech, les YPG ont tenu bon et ont même pu venir en aide aux yézidis d'Irak. Les médias internationaux ont pour leur part surtout retenu le nom de Kobané, qui a vu s'opposer pendant de longs



mois, à la fin de l'année 2014, les combattants du Rojava aux forces de Daech.

Parallèlement à la guerre civile, les Kurdes syriens luttent pour mettre en place de nouvelles structures politiques selon les principes dits du « confédéralisme démocratique ». Le véritable instigateur de cette idée est Abdullah Öcalan, fondateur du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan) en 1978, parti à l'origine marxiste-léniniste toujours considéré comme terroriste par une grande partie de la communauté internationale.

## De fragiles alliances de circonstance

Depuis ses origines, la guerre civile en Syrie s'est internationalisée, rendant complexes et fragiles les alliances entre les différents acteurs impliqués. L'État avec lequel le Rojava connaît le plus de tensions est la Turquie. Le gouvernement turc redoute la formation à ses frontières d'un territoire kurde autonome qui risquerait de menacer son intégrité territoriale. On dénombre en effet dans le Kurdistan du Nord, ou Bakûr, en Turquie, 13 à 15 millions d'habitants, ce qui en fait la zone du Kurdistan la plus peuplée et l'une de celles où les tensions sont les plus palpables.

En 2013, un cessez-le-feu a été conclu entre le gouvernement turc et le PKK, mais il a été rompu dès l'été 2015. L'hostilité du gouvernement d'Ankara à l'égard des Kurdes syriens et son ambiguïté à l'égard de Daech ont en fait peu à peu isolé la Turquie sur la scène internationale. Face au revirement turc, l'axe Damas-Russie-Iran et l'axe États-Unis-Europe ont alors offert des alliances de circonstance aux Kurdes syriens.

L'alliance entre Moscou et Damas remonte au temps de la guerre froide. Dès le début de la guerre en Syrie, la Russie s'engage rapidement aux côtés du régime de Bachar al-Assad afin d'afficher sa traditionnelle opposition au « droit d'ingérence » des Occidentaux et de mener son combat contre l'islamisme. Moscou fait alors bénéficier le régime syrien d'un appui aérien déterminant ainsi que de troupes au sol – estimées entre 4 000 et 5 000 hommes.

La Russie a également été un entremetteur important entre Damas et les YPG pour entamer des pourparlers. Le premier bureau du parti kurde syrien, le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique), ouvert à l'étranger le fut à Moscou en février 2016. C'est également la Russie qui a préconisé l'inclusion des YPG dans la troisième série des pourparlers de paix sur la Syrie qui ont lieu régulièrement à Genève.

Quant à l'Iran, il est un allié historique de la Syrie depuis que le régime de Damas a été le premier État arabe à reconnaître la République islamique en 1979. Hanté par l'idée d'un changement de régime à Damas qui verrait celui-ci tomber aux mains de sunnites favorables à l'Arabie saoudite, l'Iran soutient depuis l'origine du conflit le régime de Bachar al-Assad. Plusieurs corps des Gardiens de la révolution islamique (les *pasdaran*) iraniens sont déployés en Syrie aux côtés des forces loyales au régime. Leur nombre est estimé entre 5 000 et 10 000 hommes.

Quant aux États-Unis, leur attitude est relativement passive depuis le début de la guerre. Le président Obama a maintenu son pays dans une politique de non-intervention. En juin 2013 cependant, persuadés que le régime syrien avait utilisé des armes chimiques, les États-Unis ont décidé de fournir des armes notamment à l'Armée syrienne libre (ASL) en lutte contre Damas ainsi qu'aux forces YPG, et ce malgré les protestations de la Turquie<sup>1</sup>.

Le soutien militaire des États-Unis aux Kurdes est donc indéniable. Il s'est illustré lors de la bataille de Kobané fin 2014-début 2015 et s'est poursuivi par la fourniture d'armes lourdes et par l'envoi de 1 000 hommes des Forces spéciales, en plus des troupes américaines de marines. En octobre 2015, sous l'impulsion des États-Unis, les YPG ont formé les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition qui réunit des groupes arabes affiliés à l'ASL, des chrétiens syriaques ainsi que des anarchistes et des marxistes-léninistes venus d'Europe et de Turquie, regroupés au sein du Bataillon international de libération<sup>2</sup>. Washington a toutefois tenu les Kurdes à distance des pourparlers de Genève et ne soutient pas le projet du confédéralisme démocratique du Rojava.

De son côté, la France, qui est sans doute le pays le plus impliqué d'Europe, est peu ou prou alignée sur la ligne américaine en soutenant

les YPG dans sa lutte contre Daech, mais sans approuver le projet de confédéralisme démocratique.

### Le confédéralisme démocratique et la figure tutélaire d'Abdullah Öcalan

C'est le 20 mars 2005, à l'occasion du Nouvel An kurde, que le leader du PKK Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999, a rendu public son projet de confédéralisme démocratique. Ce projet marque un véritable tournant dans l'idéologie du PKK. Constatant que tout conflit armé destiné à créer un État-nation kurde indépendant menait à une impasse et que l'autoritarisme du marxisme-léninisme n'avait pas non plus fait ses preuves, Abdullah Öcalan promeut l'idée du confédéralisme démocratique – parfois également appelé confédéralisme kurde<sup>3</sup>. Se présentant comme un mouvement pluriethnique et internationaliste, le projet Öcalan est proposé comme une solution à la résolution des nombreux conflits nationaux et religieux du Moyen-Orient. Il est devenu la base idéologique et sociale d'une partie de la communauté kurde, en particulier au Rojava.

Le projet ne consiste pas à renoncer au socialisme, mais à se tourner vers un socialisme libertaire basé sur l'autogestion et des formes de démocratie directe qui puissent être coordonnées au sein d'un confédéralisme. L'objectif n'est plus de mener une lutte frontale contre la Syrie, l'Irak, l'Iran et surtout la Turquie afin de créer un nouvel État, le Kurdistan, mais d'opter pour une stratégie indirecte : le confédéralisme. « Au départ, l'objectif du PKK était de couronner l'existence du peuple kurde par un État-nation. [...] Mais nous avons réalisé que cette couronne était superflue. Au contraire, elle est la source de nombreux problèmes nouveaux comme nous l'avons compris et appris par de nombreux

<sup>1</sup> En janvier 2018, environ 2 000 soldats américains étaient présents aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS). Cet appui aurait toutefois pris fin depuis, précisément pour apaiser Ankara.

<sup>2</sup> Cody Roche, « Factions fighting in the Syrian civil war », Bellingcat, 29 avril 2017 ([www.bellingcat.com/news/mena/2016/08/13/syrian-opposition-factions-in-the-syrian-civil-war](http://www.bellingcat.com/news/mena/2016/08/13/syrian-opposition-factions-in-the-syrian-civil-war)).

<sup>3</sup> A. Öcalan, *Guerre et paix au Kurdistan. Perspectives pour une résolution politique de la question kurde*, International Initiative Editions, 2010.



© Safin Hamed / APF

Les femmes représenteraient 40 % des forces combattantes des unités de défense du Rojava.

exemples. Une constitution démocratique de la société est donc bien plus importante<sup>4</sup>. »

Cette nouvelle orientation n'est pas sans engendrer des tensions au sein du PKK, des courants se divisant entre la lutte armée ou la négociation, le marxisme-léninisme ou le confédéralisme démocratique<sup>5</sup>. Ces différentes tendances parviennent néanmoins à conserver une unité derrière la figure symbolique et tutélaire d'Abdullah Öcalan.

Ce dernier définit ainsi le régime du confédéralisme démocratique envisagé : « On peut qualifier ce type de gouvernance d'administration politique non étatique ou encore de démocratie sans État. Les processus démocratiques de prise de décision ne doivent pas être confondus avec les processus auxquels les administrations publiques nous ont habitués.

<sup>4</sup> A. Öcalan, *La Feuille de route vers les négociations. Carnets de prison*, International Initiative Editions, 2013, p. 92.

<sup>5</sup> Voir notamment Ahmet Hamdi Akkaya et Joost Jongerden, « Reassembling the Political: The PKK and the Project of Radical Democracy », *European Journal of Turkish Studies*, n° 14, 2012.

Les démocraties gouvernent là où les États se contentent d'administrer. Les États sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus collectif. Les postes de responsabilité de l'État sont attribués par décret, bien qu'ils soient en partie légitimés par des élections. Les démocraties fonctionnent avec des élections directes. L'État considère légitime l'usage de la coercition, tandis que les démocraties reposent sur la participation volontaire<sup>6</sup>. »

Et d'ajouter : « [...] le niveau local est le niveau où les décisions doivent être prises. Cependant, la vision sous-tendant ces décisions doit être en lien avec les questions globales. Nous devons nous rendre compte que même les villages et les quartiers urbains ont besoin d'une structure confédérale. Tous les domaines de la société doivent s'auto-administrer et tous

<sup>6</sup> A. Öcalan, *Confédéralisme démocratique*, International Initiative Editions, 2011, p. 23.

les niveaux de la société doivent être libres de participer<sup>7</sup>. »

En 2004, Abdullah Öcalan a pris contact par l'intermédiaire de ses avocats avec le militant et essayiste écologiste libertaire américain Murray Bookchin afin d'entamer un dialogue constructif. Avant de mourir peu après, M. Bookchin eut le temps d'envoyer un message au peuple kurde en vue de l'engager à fonder une société réellement libre et égalitaire et d'être le premier peuple établissant un confédéralisme démocratique tangible.

Pour mettre en place ce confédéralisme démocratique, A. Öcalan compte sur l'organisation de la KCK (Union des communautés du Kurdistan) qui regroupe le PKK en Turquie, le PYD en Syrie, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan) en Iran et le PCDK (Parti pour une solution démocratique au Kurdistan) en Irak.

### Le Contrat social du Rojava

En 2014 est rendue publique une charte déclarant l'autonomie démocratique du Rojava. Composée d'un préambule et de 96 articles, cette charte peut être résumée en deux points principaux : le rejet de l'État-nation, remplacé par le concept d'autonomie démocratique, et la défense du droit des femmes.

La charte du Rojava n'est pas une constitution dans la mesure où elle ne concerne pas un État, mais l'autonomie des trois cantons d'Afrin, de Kobané et de Djézireh. Elle consacre les droits et les libertés des citoyens, en insistant sur ceux des femmes, sur le multiculturalisme, la liberté d'expression, y compris dans les « représentations picturales » (art. 33), l'enseignement dans les langues maternelles et la liberté de religion – la religion yézidie, longtemps réprimée, est ici concernée. Nulle part n'est mentionné le terme de « laïcité », jugé trop autoritaire et antireligieux. Quant à la propriété privée, elle est reconnue comme un droit sans que soit évoquée l'idée d'un quelconque socialisme.

La charte détaille également la gouvernance des trois cantons qui repose sur trois

organes, exécutif, législatif et judiciaire. Le pouvoir exécutif est exercé par un gouverneur, qui est élu par une Assemblée législative, et un conseil exécutif, qui est formé par le parti qui a remporté les élections. L'organe législatif se réduit à une seule chambre, l'Assemblée législative du canton. Éluë pour quatre ans, elle doit compter au moins 40 % de femmes. Les députés ne peuvent exercer d'autres fonctions à côté de leur mandat. L'organe judiciaire est pour sa part composé d'un Conseil judiciaire qui garantit l'indépendance des juges. Deux organes de contrôle sont en outre prévus : une Haute Commission électorale, qui vérifie le bon déroulement des élections, et une Cour suprême, qui est composée de sept membres nommés par l'Assemblée législative pour quatre ans.

La charte du Rojava est appuyée par le Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), qui est un regroupement de partis politiques et d'associations de la société civile ayant décidé de s'unir autour du projet du Rojava. Cette plateforme est devenue un acteur majeur de l'organisation politique et sociale du Rojava. L'objectif du TEV-DEM, dont le programme repose sur l'autogestion, l'écologie, le féminisme et la démocratie directe, consiste à organiser des groupes de base dans les rues, dans les quartiers des villes afin de débattre des questions sociales et de mettre en pratique ses principes directeurs.

Le rôle des communes est particulièrement mis en avant. L'autonomie décisionnelle de la commune doit notamment prévenir tout retour à un centralisme étatique. En cela, la Maison du peuple, que compte chaque commune, doit constituer un lieu important permettant de vivifier la démocratie. Cette ambition consistant à vouloir redonner littéralement le pouvoir au peuple en lui permettant de participer aux décisions se heurte toutefois à certaines tensions sur le terrain, notamment entre la société civile représentée par le TEV-DEM et le PYD qui a une forte propension à l'hégémonie.

Forts de leurs succès militaires et de leur expansion territoriale, les Kurdes décident de réunir 200 délégués d'organisations politiques et sociales et 31 représentants de groupes ethniques,

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 29.

le 17 mars 2016, afin de proposer un projet de système fédéral démocratique du Rojava et de la Syrie du Nord. Ce document intitulé « Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord » sera finalement rendu public le 29 décembre 2016<sup>8</sup>.

À l'exception de la Russie, ce projet est en butte à l'hostilité de la Turquie, des États de la Ligue arabe et des États-Unis, qui estiment qu'un tel projet confédéral ne peut être reconnu que suite aux pourparlers de Genève, auxquels les Kurdes ne sont pas admis... La France reste prudente, acceptant toutefois de recevoir des délégués du Rojava ainsi que l'ouverture officieuse d'un bureau de représentation à Paris.

## Un projet socialiste et féministe

Le confédéralisme démocratique entend également promouvoir le socialisme et le féminisme. Le socialisme envisagé est qualifié d'« économie alternative ». « Les unités écologiques, sociales et économiques ne visent pas à faire du profit ; elles ont pour objectif essentiel la définition et le service des besoins fondamentaux<sup>9</sup>. » L'objectif affiché est d'être autosuffisant.

Des « académies économiques » doivent former les entrepreneurs à ces nouvelles pratiques<sup>10</sup>. Dès 2013 se sont développées les premières coopératives : pain, fromage, vêtements, arachides, lentilles et produits d'entretien. Les institutions du Rojava prélèvent un tiers des revenus de ces coopératives. Les prix de certains produits, comme le blé, sont encadrés tandis que toute spéculation est interdite.

Le Rojava entend mettre en œuvre les thèses économiques de Murray Bookchin : « Au lieu de nationaliser et de collectiviser la terre, les usines, les ateliers et les centres de distribu-

tion, une communauté écologique municipaliserait son économie et s'associerait avec d'autres municipalités pour intégrer ses ressources dans un système confédéral régional. La terre, les usines, les ateliers seraient contrôlés par des assemblées populaires de communautés libres, et non par l'État-nation ou par des producteurs-travailleurs qui pourraient fort bien acquérir une mentalité de propriétaires<sup>11</sup>. » Dans les faits, la société et la vie économiques sont toujours basées sur la propriété privée des moyens de production avec des échanges marchands qui sont toutefois régulés.

Le féminisme est une autre composante largement mise en avant dans le projet du Rojava. Dans son ouvrage *Libérer la vie : la révolution de la femme*, Abdullah Öcalan insiste sur le rôle que les femmes doivent prendre dans la révolution, en développant notamment la notion de *jineoloji* (science de la femme) qui doit remettre en cause les rapports de domination entre l'homme et la femme. La parité est mise en avant dans les organes de représentation, et les femmes prennent une part active à l'économie du Rojava, en particulier au sein des coopératives<sup>12</sup>. Constituant des unités combattantes redoutables, les femmes sont très présentes dans les combats contre Daech. Elles terrorisent littéralement les islamistes qui croient ne pas pouvoir accéder au paradis s'ils sont tués par des femmes<sup>13</sup>.

## Des perspectives incertaines

Le 20 janvier 2018, l'armée turque a lancé une vaste offensive contre le canton d'Afrin, qui est l'un des trois cantons autonomes du Rojava en Syrie. L'objectif de cette opération *Rameau d'olivier* est clair : mettre un terme aux prétentions politiques des Kurdes qui contrôlent désormais largement le nord-est de la Syrie, aux frontières de la Turquie. Déjà en 2016, lors de l'opération *Bouclier de l'Euphrate*, l'armée

<sup>8</sup> Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord ([www.rojavafrance.fr/system/redactor\\_rails/attachments/14/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf?1490681843](http://www.rojavafrance.fr/system/redactor_rails/attachments/14/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf?1490681843)).

<sup>9</sup> A. Öcalan, *La Feuille de route vers les négociations*, op. cit., p. 106.

<sup>10</sup> Voir Abdurrahman Hemo, « Rojava's Threefold Economy », *Ecology or Catastrophe*, 25 février 2015.

<sup>11</sup> M. Bookchin, *Une société à refaire*, Ecosociété (1990), 2010, p. 287.

<sup>12</sup> Voir Hawzhin Azeez, « Une coopérative de femmes au Rojava », 23 janvier 2017 ([www.revue-ballast.fr/cooperative-de-femmes-rojava](http://www.revue-ballast.fr/cooperative-de-femmes-rojava)).

<sup>13</sup> Patrice Franceschi, *Mourir pour Kobané*, éditions des Équateurs, Paris, 2015.

turque avait stoppé l'avancée des forces kurdes en les empêchant de relier les territoires d'Afrin et de Kobané. Cette opération a permis à la Turquie de peser dans les rapports de force diplomatiques engagés pour reconstruire une Syrie libérée de Daech. Elle a également fragilisé l'alliance de circonstance bâtie entre les États-Unis et les Kurdes.

Jusqu'en 2015 pourtant, les relations entre Ankara et le Parti de l'union démocratique (PYD) avaient laissé espérer un rapprochement. La situation s'est néanmoins tendue durant l'automne 2014, lors de l'offensive de Daech sur Kobané. Ankara avait alors semblé faciliter le ravitaillement des islamistes, en fermant notamment les yeux sur les trafics divers à ses frontières. Cette attitude a pu être interprétée comme une réponse au refus d'Öcalan de peser en faveur de la fin de l'autonomie du Rojava. Cette condition avait été mise en avant par les autorités turques à la reprise des négociations pour la paix.

Les Russes espèrent désormais que les tensions croissantes entre la Turquie et les Kurdes auront comme conséquence un rapprochement des forces YPG avec le gouvernement de Bachar al-Assad. De son côté, l'Iran est prêt

à concéder une autonomie aux Kurdes dès lors qu'elle ne remet pas en cause l'intégrité du territoire syrien et que les Kurdes mettent fin à leur alliance avec Washington. Les États-Unis ont, quant à eux, décidé de ne pas soutenir les forces YPG à Afrin, préférant jouer la carte de la prudence avec Ankara. Le 18 mars 2018, la ville d'Afrin est tombée aux mains de l'armée turque.



Le sort du Rojava demeure donc plus que jamais incertain, qui plus est avec l'effacement de Daech qui conduit à de nouveaux renversements d'alliances. La Turquie va-t-elle envahir le Rojava dans la continuité de son offensive contre Afrin ? Le gouvernement de Bachar al-Assad va-t-il tenter de mettre fin à l'initiative de nouvelle organisation politique et d'autonomie du Rojava avec l'aide de la Russie ? Quelle va être la stratégie des États-Unis dans ces circonstances ? C'est sans doute dans la mesure où elles ont été un acteur majeur de la lutte contre Daech que les forces du Rojava conservent un atout stratégique : aussi bien la Russie que les États-Unis savent que leur disparition entraînerait, dans l'immédiat du moins, une résurgence de l'État islamique. ■